

La Lettre Hebdomadaire

N° 354 du lundi 14 octobre 2019

Les attentes du Projet de loi de finances pour 2020

En première analyse on le sait, il y a peu de mesures relatives à l'outre-mer dans le PLF : le rétablissement attendu du dispositif d'allocation logement accession ou encore la recentralisation du pilotage du RSA (à la Réunion) et du RSO (en Guyane)

On note que les crédits de la mission outre-mer sont, de manière inquiétante, en légère baisse en crédit de paiement : -2,30% sur l'action relative aux exonérations de charges sociales patronales ou encore -13,31% sur l'action relative à la LBU. Il faut relever une baisse de 34 millions d'euros sur les crédits dédiés au remboursement par l'Etat à l'ACOSS sur le régime des exonérations de charges sociales patronales outre-mer, l'ACOSS ayant fourni en juin 2019 une prévision de baisse pour l'année 2020 sur le montant des exos qui seraient effectivement budgété

Cette situation peut laisser craindre à nouveau une sous-exécution budgétaire importante pour 2019, comme pour 2018. La Cour des Comptes dans son rapport sur l'exécution budgétaire 2018 avait en effet mis en évidence une sous-exécution budgétaire inédite de 177,3 millions d'euros (en CP) pour 2018. Cette sous-exécution (ou non consommation) était de 20 millions d'euros en CP en 2017.

Au-delà, il existe par contre un certain nombre de dispositions attendues par les entreprises ultramarines pour ce PLF 2020 dont l'adoption ou non fera de ce budget un bon budget ou, au contraire, un nouveau budget de régression économique.

Citons d'abord la nécessaire mesure de correction de l'impact de la baisse du taux d'IS au niveau national sur le financement des investissements ayant recours aux schémas de

défiscalisation à l'IS dans les collectivités ultramarines à autonomie fiscale, pour lesquelles la baisse de l'IS au niveau national ne s'applique pas par ailleurs. Pour ces mêmes territoires, notamment dans le Pacifique, une mesure de simplification et de raccourcissement des délais d'instruction de la procédure d'agrément est nécessaire

Le Gouvernement annonce par ailleurs la présentation au PLF de mesures attendues d'assouplissement de certains dispositifs d'incitation fiscale en faveur du logement social. Il conviendra également que le Parlement se penche sur la question du rétablissement d'un dispositif d'incitation fiscale pour permettre aux occupants propriétaires de leur logement - mais qui n'ont pas les moyens de faire les travaux qu'impliquent l'état d'insalubrité de l'immeuble - d'être logés dans des conditions décentes.

De même sont attendues des précisions sur l'éligibilité des activités du nautisme et de l'industrie au bénéfice des ZFANG (Zones franches d'activité nouvelle génération) ou encore de maintien en Outre-mer du crédit d'impôt sur le mécénat.

Enfin, il sera nécessaire de revenir, dans un souci d'homogénéité et de précision, sur la formalité de dépôt des comptes annuels auprès du registre du commerce et des sociétés (RCS) qui donne lieu aujourd'hui à de multiples contentieux de nature à remettre en question la confiance même des investisseurs dans la défiscalisation.

Et naturellement il conviendra d'être attentif à toute mesure qui pourrait être proposée dans le débat parlementaire et qui pourrait impacter nos économies.



FLASH SPECIAL

Qui veut la peau de l'ODEADOM ?

Depuis quelques mois l'ODEADOM (Office de développement de l'économie agricole d'outre-mer) est menacé de disparition, victime collatérale d'un énième projet d'économies des dépenses de l'Etat, ou de réorganisation des services de l'Etat.

Qu'il faille réorganiser voir supprimer des organismes ou des offices devenus obsolètes ou inefficaces, est un fait que personne ne nie et qui relève du bon sens.

Mais vouloir supprimer ou fusionner un organisme qui a fait ses preuves au fil des années et qui est devenu, par son rôle, ses missions et son efficacité, indispensable au développement – pour ne pas dire à la survie- des économies agricoles d'outre-mer, est parfaitement incompréhensible.

Nous ne nions pas que des pistes d'amélioration existent, au premier rang desquelles la fusion de l'ODEADOM avec la mission ministérielle en charge de l'Outre-mer au sein du Ministère de l'agriculture, ce qui permettrait, en toute cohérence, de confier à la fois l'animation de la politique agricole Outre-mer mais aussi la gestion des paiements à un seul et même organisme.

Mais supprimer l'ODEADOM – ou ce qui a terme reviendrait au même- fusionner cet organisme avec France Agrimer ou l'ASP (Agence de services ou de paiement) revient tout simplement à nier l'existence de spécificités ultramarines.

Or, à la FEDOM, nous plaçons justement depuis plus de 30 ans pour la reconnaissance de ces spécificités, et pour des dispositifs adéquats ; a création de l'ODEADOM, qui a su s'adapter et évoluer au fil des années, et qui est reconnu pour sa performance et l'expertise de ses agents, est précisément une réponse à nos particularismes.

Les professionnels de l'agriculture et de l'élevage des Outre-mer ont d'ailleurs vivement réagi à cette menace en écrivant au Ministre de l'agriculture pour rappeler le rôle indispensable de cet Office.

Espérons que la visite prochaine du Président de la République en Outre-mer (à La Réunion et à Mayotte à la fin de ce mois) soit l'occasion de mettre fin aux rumeurs et aux menaces qui pèsent sur l'ODEADOM et de lui redonner enfin la sérénité dont il a besoin.

DU CÔTÉ DU GOUVERNEMENT

Emmanuel Macron sera en visite dans l'Océan indien du 22 au 25 octobre

Le président de la république se rendra d'abord à Mayotte les 22 et 23 octobre puis à La Réunion jusqu'au 25 octobre. Le chef de l'Etat sera accompagné de la ministre des Outre-mer.

<https://la1ere.francetvinfo.fr/reunion/emmanuel-macron-sera-visite-reunion-du-23-au-25-octobre-757321.html>

DU CÔTÉ DES COLLECTIVITES

Conférence internationale sur les sargasses du 23 au 26 octobre 2019 en Guadeloupe

Une première conférence internationale sur les algues sargasses est organisée fin octobre 2019 par la Région Guadeloupe et l'État, pour dresser un état des connaissances, favoriser les partages d'expérience sur la gestion des échouages massifs, et faire le point sur les enjeux internationaux et les stratégies de coordination.

<https://anr.fr/fr/actualites-de-lanr/details/news/conference-internationale-sur-les-sargasses-du-23-au-26-octobre-2019-en-guadeloupe/>

La Région Ile-de-France accompagne les étudiants d'Outre-mer

Préparer les étudiants ultramarins avant leur départ pour l'Ile-de-France, les accompagner pendant leurs premières années d'études, c'est le programme du Forum Mobil' Jeunes lancé par le Conseil régional d'Ile-de-France en présence de Didier Robert, président de la Région Réunion, Mohamed Sidi, vice-président du département de Mayotte, Valérie Péresse, résidente de la Région Ile de France et Patrick Karam, vice-président de la Région Ile-de-France.

https://www.clicanoo.re/Economie/Article/2019/10/11/La-Region-Ile-de-France-accompagne-les-etudiants-dOutre-mer_590007

PPRN : le président de la COM de Saint Martin invite la population à participer "massivement" à l'enquête publique

Dans le cadre de la révision du plan de prévention des risques naturels (PPRN), l'Etat a ouvert une enquête publique qui se déroule du 1er au 31 octobre. Daniel Gibbs considère qu'il est « crucial pour l'avenir de notre territoire, primordial à ce stade de faire entendre nos voix ».

<http://www.soualigapost.com/fr/actualite/32528/com/pprn-le-président-de-la-com-invite-la-population-à-participer-massivement-à>

Signature de l'accord- cadre de Wallis et Futuna

Signature de l'accord-cadre entre le résident de l'Assemblée territoriale de Wallis et Futuna, David Vergé, et le ministre de l'agriculture et de l'alimentation Didier Guillaume, en présence du président de la commission du secteur primaire Tui Mata'Utu. Par cet accord pluriannuel, l'état s'engage à consacrer chaque année un financement aux projets du secteur primaire à Wallis et Futuna. Cet accord permettra également d'envisager un accompagnement pour l'installation de jeunes agriculteurs et pour des projets structurants pour la sécurité alimentaire du territoire. A l'occasion de cette signature, le territoire a été félicité pour ses actions pour la production végétale et l'alimentation, et en particulier le projet GIJ.

Objectif atteint pour la conférence économique et sociale en marge du comité des signataires

La conférence économique et sociale, qui s'est tenue le 9 octobre à Paris, a réuni près d'une quarantaine de représentants calédoniens et des services de l'État. Ses conclusions ont été présentées lors d'une séquence dédiée au 19^e Comité des signataires avec une annonce phare : l'apport de 9 milliards de francs supplémentaires aux collectivités calédoniennes via les contrats de développement.

<https://gouv.nc/actualites/11-10-2019/objectif-atteint-pour-la-conference-economique-et-sociale>

Le SAGE de Polynésie Française soumis à l'avis populaire

Le projet de Schéma général d'aménagement (SAGE) est soumis à l'avis de la population dans le cadre d'une enquête publique ouverte jusqu'au 6 novembre prochain. Ce document doit fixer dès 2020 le cadre du développement de la Polynésie française à l'horizon 2040.

https://www.tahiti-infos.com/Le-Sage-soumis-a-l-avis-populaire_a185603.html

Mayotte : délais de paiement réduits à Acoua avec la dématérialisation

La commune est passée en dématérialisation totale de ses procédures de paiement. Ainsi, les entreprises sont invitées à bien vouloir déposer, directement en ligne, leurs factures sur la plateforme Chorus Pro. Cette procédure permet une prise en charge rapide et un paiement accéléré des factures.

<https://lejournaldemayotte.yt/2019/10/07/delais-de-paiement-reduits-a-acoua-avec-la-dematerialisation/>

La Région Guadeloupe adopte une motion pour soutenir le groupe France-Antilles

Après les élus de l'Assemblée plénière de Martinique, ceux de la Région Guadeloupe ont également apporté un soutien au groupe France-Antilles. Lors de la plénière, les élus guadeloupéens ont adopté, à l'unanimité, une motion en soutien à France-Antilles.

<https://www.martinique.franceantilles.fr/actualite/social/la-region-guadeloupe-adopte-une-motion-pour-soutenir-le-groupe-france-antilles-539534.php>

DU CÔTÉ DU PARLEMENT

Transports aériens : un rapport s'intéresse au fonctionnement des liaisons entre la métropole et les outre-mer

Une mission sénatoriale a rendu fin septembre un rapport d'information sur les transports aériens et l'aménagement des territoires. Le rapport rappelle qu'il existe quatre liaisons soumises à obligations de service public (OSP) entre la métropole et les DOM (Martinique, Guadeloupe, Guyane, Réunion) non subventionnées. Les membres de la mission se sont par ailleurs intéressés aux aides aux passagers et proposent de les ajuster. Ces derniers suggèrent également d'exonérer de taxe carbone les lignes vers les territoires ultramarins.

<http://www.soualigapost.com/fr/actualite/32511/transports/transports-a%C3%A9riens-un-rapport-sint%C3%A9resse-au-fonctionnement-des-liaisons>

Nadia Ramassamy demande un "plan justice" pour l'Outre-mer.

La députée de La Réunion demande, dans un courrier adressé à la Garde des Sceaux, un "plan justice" pour l'Outre-mer pour lutter contre les violences présentes dans les territoires ultramarins.

Lire le courrier: <http://www.ipreunion.com/actualites-reunion/reportage/2019/10/09/lettre-de-nadia-ramassamy-a-la-garde-des-sceaux-nadia-ramassamy-demande-un-plan-justice-pour-l-outre-mer.108991.html>

Enquête parlementaire sur le chlordécone : quatre ministres prochainement auditionnés

Les ministres de la santé Agnès Buzyn et de la recherche Frédérique Vidal seront entendues le 14, leur homologue des outre-mer Annick Girardin le 15 et le ministre de l'agriculture Didier Guillaume le 17.

<http://outremers360.com/politique/enquete-parlementaire-sur-le-chlordecone-quatre-ministres-prochainement-auditionnes/>

DU COTE DU CONSEIL D'ETAT

L'Etat condamné pour défaut de protection de l'environnement en Guyane

Une plainte avait été déposée par plusieurs associations suite à la prise d'un décret du 3 avril 2018 ayant pour but d'augmenter les seuils de 0,5 à 5 ha pour permettre de déboiser sans évaluation environnementale systématique la forêt domaniale guyanaise. La décision rendue donne en partie raison aux associations sur le volet des projets de déboisement en vue de la reconversion des sols portant sur une superficie de moins de 5 hectares dans les autres zones, soit celles qui ne sont pas classées en zones agricoles par un document d'urbanisme ayant fait lui-même l'objet d'une évaluation environnementale (PLU ou SAR).

Voir la décision : <https://www.conseil-etat.fr/arianeweb/#/view-document/?storage=true>

<https://www.franceguyane.fr/divers/l-etat-condamne-pour-defaut-de-protection-de-l-environnement-458311.php>

RAPPORTS, ETUDES ET AVIS

Insee : les entreprises réunionnaises dégagent 7,4 milliards d'euros de valeur ajoutée

45 000 entreprises composent les secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers à La Réunion. En 2017, la valeur ajoutée dégagée par ces entreprises est de 7,4 milliards d'euros, pour un chiffre d'affaires de 25,3 milliards d'euros.

<https://www.linfo.re/la-reunion/economie/insee-les-entreprises-reunionnaises-degagent-7-4-milliards-d-euros-de-valeur-ajoutee>

Continuité territoriale : le rapport critique des députés ultramarins

La Délégation aux Outre-mer de l'Assemblée nationale a rendu un rapport sur le dispositif de la continuité territoriale, géré par Ladom, l'agence de l'Outre-mer pour la mobilité.

<https://www.radio1.pf/continuite-territoriale-le-rapport-critique-des-deputes-ultramarins/>

En savoir plus : [http://www2.assemblee-nationale.fr/documents/notice/15/rap-info/i2289/\(index\)/depots](http://www2.assemblee-nationale.fr/documents/notice/15/rap-info/i2289/(index)/depots)

Rapport sénatorial "sur la sous-utilisation chronique des fonds européens en France"

Le très complet rapport sénatorial sur la sous-utilisation chronique des fonds européens en consacre de longs développements à l'outre-mer. En outre-mer, les taux de consommation moyens des fonds européens pour la période actuelle sont inférieurs à la moyenne nationale. Ainsi pour le FEADER, hors Mayotte, le taux de crédits européens engagés est inférieur d'un tiers à la moyenne nationale.

Lire le rapport : <http://www.senat.fr/rap/r18-745/r18-7457.html#toc128>

Des entreprises de cosmétiques épinglées pour avoir mis en place des accords exclusifs d'importation en Outre-mer

L'Autorité de la concurrence a sanctionné trois entreprises et leurs grossistes-importateurs pour avoir mis en place des accords exclusifs d'importation aux Antilles, en Guyane et à La Réunion. Ces accords concernaient divers produits cosmétiques ou encore des maquillages de grandes marques, faisant partie de ces groupes. Toutes les entreprises concernées par cette nouvelle procédure ont reconnu les faits, et ont eu droit à une réduction d'amende.

Lire le communiqué de presse :

http://www.autoritedelaconcurrence.fr/user/standard.php?id_rub=696&id_article=3534&lang=fr

<https://la1ere.francetvinfo.fr/entreprises-cosmetiques-epinglees-avoir-mis-place-accords-exclusifs-importation-outre-mer-757649.html?fbclid=IwAR3vEARQhn7IoMxG1s6Ysd--ihpdsLmWDaky08kTxBgoO2JiVDEkgjSf7Lg>

La fréquentation des hôtels en baisse à La Réunion

Au deuxième trimestre 2019, les hôtels totalisent 274 000 nuitées, selon une étude de l'Insee. La fréquentation recule de 4 % par rapport au deuxième trimestre 2018. Par rapport au deuxième trimestre 2018, la clientèle réunionnaise est en retrait dans les hôtels, contrairement à celle des autres départements français (- 14 % contre + 1 %). La clientèle française reste largement majoritaire avec 86 % des nuitées, malgré une baisse de la fréquentation de 5 %.

https://la1ere.francetvinfo.fr/reunion/frequentation-hotels-baisse-reunion-757209.html?fbclid=IwAR2q6Tqb2fKTSO4MtDLV7_V3SnPmEnszdYV2Nse6FBQRPnAvQ77J21t7ipl

La Cour des comptes publie son rapport annuel sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale

Alors que la loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 avait prévu un retour à l'équilibre en 2019, le déficit va au contraire fortement s'aggraver. Il convient d'accélérer le retour à l'équilibre, désormais prévu pour 2023, en accentuant l'effort de maîtrise des dépenses. La Cour formule 42 recommandations visant à assurer un retour pérenne à l'équilibre financier de la sécurité sociale, à rendre plus sélectif le recours aux revenus de remplacement, à accélérer la transformation de notre système de santé, à rationaliser les niches sociales et à amplifier la modernisation de la relation de service de la sécurité sociale avec les assurés.

Lire le rapport : <https://www.ccomptes.fr/fr/publications/securite-sociale-2019>

Lire la synthèse: <https://www.ccomptes.fr/fr/documents/50123>

VIE DE LA FEDOM

Agenda prévisionnel de la FEDOM

- Rencontre avec Stanislas CAZELLES, conseiller outre-mer du Président de la République
- Participation de la FEDOM à l'événement « LA FRANCE DES SOLUTIONS »
- Audition de la FEDOM par le Sénateur Magras dans le cadre de l'examen de l'avis budgétaire "Outre-mer" du PLF 2020

Création par la FEDOM d'un outil d'évaluation des délais de paiement

La FEDOM a mis en place un outil innovant permettant l'évaluation en ligne des délais de paiement des factures des entreprises par les acheteurs publics. Son objectif : quantifier le volume des créances dues et les délais moyens de paiement réels. Les résultats obtenus nous permettront de dresser une cartographie de la dette réelle à l'égard des entreprises par territoire, par collectivité et par type d'acheteur. Cet outil mis en place par les équipes techniques de la FEDOM ne sera pleinement efficace que s'il est renseigné par un maximum d'entreprises ; merci à tous de prendre le temps de le relayer à toutes les entreprises que vous connaissez.

Accéder au logiciel : [HTTPS://DELAISPAIEMENTS.FEDOM.ORG/](https://delaispaiements.fedom.org/)

La FEDOM remet en place le simulateur en ligne sur les exonérations de charges sociales patronales

Le nouveau régime d'exonération de charges sociales patronales outre-mer qui a remplacé au 1er janvier 2019 l'ancienne « LODEOM sociale » et le CICE majoré outre-mer, a été mis en place. La FEDOM a relancé son outil de simulation pour obtenir un maximum de remontées et de renseignements de la part des entreprises des territoires concernés par la réforme - à savoir Martinique, Guadeloupe, Guyane et La Réunion- pour pouvoir quantifier l'impact de la réforme sur les différents secteurs d'activités dans la perspective des prochaines discussions sur le sujet.

Accéder au logiciel : [HTTPS://SIMULATEUR.FEDOM.ORG/](https://simulateur.fedom.org/)

VIE DES ADHERENTS

Les Chambres de Métiers et d'Artisanats d'Outre-mer remontées contre l'Etat

Les chambres consulaires ultramarines se disent particulièrement impactées par la modification de leurs ressources financières. Elles viennent de signer à Paris une motion, pour demander que leur situation soit prise en compte. La diminution budgétaire est estimée à 20% en moyenne pour ces chambres d'Outre-mer, sans compensation souligne Henri Salomon. Le président de la CMA de Martinique parle d'"inégalité de traitement entre les territoires et l'hexagone".

<https://la1ere.francetvinfo.fr/martinique/chambres-metiers-artisanats-outre-mer-remontees-contre-etat-757945.html>

La CCISM publie son rapport d'activité

La chambre de commerce, d'industries, des services et des métiers de Polynésie Française vient de publier son rapport d'activité.

Consulter le rapport d'activité : <https://www.ccism.pf/actualites/rapport-d-activite-2018-disponible>

Un Airbus A330-200 supplémentaire pour Air Caraïbes vers les Antilles

« Air Caraïbes annonce l'entrée en flotte d'un nouvel Airbus A330-200 en propriété et le renforcement de son programme de vols transatlantiques à partir du 10 décembre, afin de répondre à la demande actuelle de fortes affluences hivernales 2019-2020 entre la Métropole et les Caraïbes », annonce la compagnie dans un communiqué. Grâce à l'arrivée dans la flotte de cet A330-200 supplémentaire, la compagnie proposera jusqu'à 3 vols par jour sur son cœur de réseau Paris Orly / Fort-de-France et Paris Orly / Pointe-à-Pitre.

<https://www.martinique.franceantilles.fr/actualite/economie/un-airbus-a330-200-supplementaire-pour-air-caraibes-vers-les-antilles-539620.php>

L'ADEME, avec le soutien de la CCISM et la DIREN lance un appel à projets « Economie circulaire »

3 volets sont prévus dans l'appel à projets : « Optez pour une stratégie durable » s'adressant aux entreprises, « Optimisez la consommation et la gestion de vos ressources » s'adressant aux entreprises, aux associations, aux organismes consulaires et aux collectivités et « mettre en place une stratégie à l'échelle d'un territoire » s'adressant aux collectivités publiques et aux groupements d'entreprises situées dans une même zone d'activités.

<https://www.ccism.pf/actualites/l-ademe-avec-le-soutien-de-la-ccism-et-la-diren-lance-un-appel-projets-economie>

Tourisme : Air France et Aircalin ensemble pour la Nouvelle-Calédonie

Durant le Salon IFTM-Top Résa qui vient de se clore à Paris, une convention de partenariat tripartite a été signée entre Air France, Aircalin et Nouvelle-Calédonie Tourisme, avec pour objectif de « promouvoir la Nouvelle-Calédonie au départ de la France en s'appuyant sur les atouts respectifs de la destination et de ces deux compagnies aériennes ».

<https://www.air-journal.fr/2019-10-08-tourisme-air-france-et-aircalin-ensemble-pour-la-nouvelle-caledonie-5215445.html>

Orange poursuit son engagement en faveur de l'inclusion numérique aux Antilles-Guyane à travers le dispositif du don en boutiques

A compter du 10 octobre 2019, dans toutes les boutiques Orange des Antilles-Guyane, Orange offrira la possibilité à ses clients, à l'occasion de leurs achats, de s'engager en réalisant un don en faveur d'une association locale qui œuvre pour l'inclusion numérique. Cette campagne de collecte se poursuivra jusqu'en janvier 2020.

https://www.megazap.fr/Orange-poursuit-son-engagement-en-faveur-de-l-inclusion-numerique-aux-Antilles-Guyane-a-travers-le-dispositif-du-don-en_a5329.html

BTP : 2019, l'année la plus faible en constructions publiques depuis 10 ans pour la Réunion

"Nous étions à 445 millions d'euros en prévisions globales pour l'année, et le niveau d'engagement de la commande publique n'était pas encore atteint à sa moitié. Il reste moins de 3 mois pour la moitié des travaux prévus" explique **Anthony Lebon**, président de la FRBTP. "On redoute la même chose pour 2020. "Par rapport à l'année dernière, la FRBTP observe 30% de dettes sociales et fiscales supplémentaires. Le PLOM (plan logement outre-mer) est un espoir, "une embellie sans précédent pour tous les secteurs, tout le tissu économique local" ajoute le président de la FRBTP. Mais le PLOM n'arrive qu'en 2021 voire, le temps de lancer les chantiers, 2022... "Nous demandons une bulle d'oxygène au gouvernement pour tenir jusque là."

<http://www.ipreunion.com/actualites-reunion/reportage/2019/10/08/frbtp-frbtp,108954.html>

Les personnels navigants pourront se former à La Réunion

L'Ecole de Formation AIR AUSTRAL, qui propose depuis le 16 octobre 2017 une formation aux métiers d'hôtesse de l'air et stewards, et plus récemment au métier d'agent d'escale, a reçu officiellement l'agrément DGAC (Direction Générale de l'Aviation Civile) pour l'examen pratique du CCA (Cabin Crew Attestation). Air Austral devient ainsi le premier centre d'examen en Outre-Mer, le premier dans l'océan Indien et le quatrième en France.

<https://www.linfo.re/la-reunion/economie/les-personnels-navigants-pourront-se-former-a-la-reunion>

VIE DES PARTENAIRES

BPI Inno Génération 2019 : l'excellence ultramarine mise en avant

« Les défis des Outre-mer : osez aller plus loin » est le titre de la conférence consacrée à nos territoires dans le cadre de ce grand événement qui s'est tenu la semaine dernière à Paris. En présence de Dominique CAIGNART, Directeur Ile-de-France et Outre-mer, de Michèle PAPALIA, Directrice Antilles-Guyane et de Christian QUERE, Directeur Inter Régional Réunion-Mayotte, six entrepreneurs ultramarins sont venus présenter leur activité innovante. Ernest PREVOST, Vice-Président de la FEDOM, RHUM SAINT-MAURICE, Sébastien LUISSAINT, MYDITEK (Optimisation de processus agricoles) en Guadeloupe, Stephann CRESSAN, VALECOM (traitement et valorisation de résidus organiques et de combustibles solides de récupération) en Martinique, Ludovic NARAYANIN, DATAROCKS (analyse, visualisation et partage de données.) et Arnaud CHEREAU, VELOCE (vélo triporteur 3.0 agile & électriquement autonome), pour La Réunion. Autant d'illustrations concrètes de l'esprit d'innovation dans nos territoires.

La Réunion : L'ADIR, a tenu sa 44ème assemblée générale

Etaient présents le préfet de La Réunion, le 1er vice-président du conseil régional et le président du conseil départemental. Après avoir dressé un bilan des actions menées par l'association, le président Daniel MOREAU a rappelé les ambitions et les enjeux de l'industrie Réunionnaise mais également les incertitudes auxquelles elle doit faire face. M. BILLANT, préfet de La Réunion, s'est engagé aux côtés de l'industrie locale en rappelant que « une résolution crédible du pouvoir d'achat, c'est l'emploi. Et l'emploi, c'est vous. » Le représentant de l'état s'est ainsi engagé à préserver les équilibres économiques du territoire auquel l'octroi de mer participe très directement. Le préfet a également demandé à ses services de faire des propositions d'ici la fin de l'année pour améliorer la visibilité des produits locaux dans les rayons. La soirée s'est conclue par une conférence sur le design thinking, l'innovation et les métiers de demain liés à la transformation digitale de l'industrie.

BREVES

Le meilleur maître de chai du monde 2019 est Martiniquais

Daniel Baudin, le maître de chai du Groupe BBS (Maison La Mauny, Trois Rivières et Duquesne) a reçu le prix de Meilleur Maître de chai du Monde, le 26 septembre dernier, à l'International Rhum Conférence (IRC), de Miami.

<https://www.martinique.fr/le-martiniquais-daniel-baudin-meilleur-maitre-de-chais-du-monde/>

Saint-Pierre et Miquelon : un nouveau projet de quais des ferries présenté la semaine prochaine ?

Stéphane Lenormand a confirmé qu'un nouveau plan des quais définitifs des ferries serait proposé très probablement la semaine prochaine. L'aménagement initial qui prévoyait une surface de 18 000 m² sera revu à la baisse.

<https://la1ere.francetvinfo.fr/saintpierremiquelon/saint-pierre-spm/nouveau-projet-quais-ferries-presente-semaine-prochaine-758161.html>

L'Adie inaugure sa nouvelle agence à Papeete

À l'occasion de cette inauguration, le Pays a souhaité marquer son soutien à l'Adie par la signature de la convention de subvention octroyant une aide financière à hauteur de 35 millions de Fcfp. Depuis le début de l'année 2019, l'Adie a accompagné 776 clients pour 993 microcrédits décaissés représentant plus de 540 millions de Fcfp « injectés dans l'économie locale ». Le taux d'impayés reste extrêmement faible sur la même période et s'établit à 1,56%.

https://www.tahiti-infos.com/L-Adie-inaugure-sa-nouvelle-agence-a-Papeete_a185478.html

L'ARS organise une conférence sur les retards structurels de Mayotte en matière d'eau potable

« Nous sommes en 2019, donc trois ans après, et malgré l'annonce du Plan urgence eau, rien n'est acquis en termes de disponibilité et de bonne qualité actuelle de l'eau du robinet à Mayotte », explique l'Agence régionale de Santé Océan Indien. "D'importants travaux" sont donc toujours prévus.

<https://lejournaldemayotte.yt/2019/10/07/lars-organise-une-conference-sur-les-retards-structurels-de-mayotte-en-matiere-deau-potable/>

Ekumen, le site qui met les produits ultramarins en avant

Jean-Pascal Schaefer a décidé de lancer "Ekumen", un site qui cherche à valoriser et donner plus de visibilité aux produits ultramarins, notamment ceux de La Réunion. Vanille, épices, thé, et même tee-shirts... les produits sont onéreux mais issus du circuit court laissant une plus grosse marge aux producteurs.

<http://www.ipreunion.com/actualites-reunion/reportage/2019/10/06/ekumen-ekumen,108801.html>

Face au succès rencontré, Air Belgium prolonge ses vols vers les Antilles

La compagnie aérienne a annoncé la prolongation de ses vols vers les Antilles, jusqu'à septembre 2020.

<https://www.mediaphore.com/2019/10/air-belgium-prolonge-vols-antilles/>

La Polynésie encore saluée par le magazine Condé Nast Traveler

Le magazine américain spécialisé dans le tourisme de luxe, Condé Nast Traveler, a publié les traditionnels classements annuels réalisés par ses lecteurs. La Polynésie française est une nouvelle fois fièrement représentée avec pas moins de neuf hôtels référencés. De plus, deux îles de la Polynésie française figurent dans le « top 5 Australie/Pacifique » des « meilleures îles au monde » : Bora Bora en cinquième place et Tahiti en quatrième place

https://www.tahiti-infos.com/La-Polynesie-encore-saluee-par-le-magazine-Conde-Nast-Traveler_a185597.html

Des entrepreneurs martiniquais défendent un projet de chocotourisme

Les frères Lauzea, tous deux artisans chocolatiers martiniquais, envisagent la création d'une ferme chocolatière. L'idée est de créer un projet de chocotourisme. "Sur un même site, une activité agricole, de transformation, de distribution et une activité touristique", explique **Thierry Lauza**, l'un des deux frères.

<https://la1ere.francetvinfo.fr/martinique/entrepreneurs-martiniquais-defendent-projet-chocotourisme-757071.html>

JOURNAL OFFICIEL

JO du 08.10.2019

Décret du 7 octobre 2019 portant nomination du sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de **Mayotte** - M. HADDAK (Hadrien)

JO du 09.10. 2019

Décret du 8 octobre 2019 portant cessation de fonctions du directeur de cabinet du préfet de **Mayotte** - M. GUILLET (Etienne)

Décret du 8 octobre 2019 portant nomination du directeur de cabinet du préfet de **Mayotte** - M. CONSTANT (Jean-Baptiste)

JO du 10.10.2019

Arrêté du 9 août 2019 relatif à la prévention de l'introduction et de la propagation des espèces végétales exotiques envahissantes sur le territoire de la **Guadeloupe** - interdiction de toutes activités portant sur des spécimens vivants

JO du 11.10.2019

Décret du 10 octobre 2019 portant cessation de fonctions du sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la **région Guyane**, préfet de la Guyane - M. ALFONSI (Stanislas)

Avis de vacance d'un emploi de directeur de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (**La Réunion**)

JO du 12.10.2019

Avis de vacance de l'emploi de directeur adjoint de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de **Gua-**
deloupe

JO du 13.10.2019

Arrêté du 9 octobre 2019 portant renouvellement de mandats d'assesseurs titulaires au tribunal supérieur d'appel de **Saint-Pierre-et-Miquelon**

